

ment se développe l' « Action Socialiste », dirigée par le futur ministre Spaak et qui, elle, donne son adhésion au Plan, mais veut le réaliser, non pas au travers d'une action parlementaire, mais par la lutte des classes. Fin 1932, les résultats de la grande grève sont, d'un côté, la tentative de De Man de mettre au dortoir la lutte des classes (au Comité National de la Commission Syndicale De Man avait nettement affirmé qu'il fallait renoncer définitivement aux grèves et à la lutte des classes), de l'autre côté, l'Action Socialiste qui lève le drapeau de la lutte des classes pour aboutir à agrandir le gâteau de la production « nationale ». Qu'il soit dit, entre parenthèses, que l'Action Socialiste détient ses principales positions au sein de la Fédération Bruxelloise et des bassins miniers du Borinage et de Liège, mais les dirigeants syndicaux de gauche seront les premiers à s'opposer à toute tentative de déclencher des mouvements de classes et repousseront énergiquement l'idée du recours aux grèves et surtout à la grève générale. A ce moment, Spaak et consorts, pour se créer un alibi, diront qu'il n'y a plus rien à faire dans les syndicats et que la lutte est plus efficace en dehors d'eux.

Les lamentables résultats de la grève de juillet pousseront le capitalisme à passer, dès le début de 1934, à une attaque bien plus vigoureuse que celle de 1930-31. Ce seront les barons du textile de Verviers qui dénonceront la convention collective et proposeront rien de moins que le retour aux conditions de travail existant avant 1905 et que les ouvriers avaient alors brisé après un mouvement grandiose. La grève de Verviers soulève, évidemment, l'intérêt des ouvriers de toutes les localités et de toutes les corporations, d'autant plus que les patrons miniers parlent — un peu plus tard que leurs compères du textile mais alors que la grève durait encore à Verviers — d'une réduction des salaires. Au cours du premier semestre — et plus particulièrement des quatre premiers mois de 1934 — la situation était propice au déclenchement d'un mouvement national, mais ce qui permit le plus à la Commission Syndicale d'empêcher l'éclosion de la grève, ce fut le fait que l'attention de l'avant-garde ouvrière était attirée par les rodomontades de l'Action Socialiste, laquelle participait en plein à « l'action pour le Plan », alors que, dans les syndicats, elle s'opposait, si pas brutalement, du moins par d'habiles manœuvres, à une action suivie pour la grève nationale. Il faut ajouter que les trotskystes, qui disposaient d'une certaine influence dans quelques centres miniers de Charleroi avaient lancé le mot d'ordre de la grève nationale pour porter le P.O.B. au pouvoir.

Sous le triple signe de la lutte pour le Plan en dehors des actions de classe (De Man), de la lutte de classes pour le Plan, de la grève nationale pour le Plan au pouvoir (trotskystes), les masses et leur avant-garde furent immobilisées en face de l'attaque que menaient, à la tête du capitalisme belges, les barons de la laine de Verviers. Entretemps éclatait le krack de la Banque Belge du Travail, ce qui était de nature à détendre encore davantage les possibilités de résistance des ouvriers.

La grève de Verviers se termina par un échec cuisant et c'est au travers d'incidents sanglants que les dirigeants syndicaux firent adopter l'ordre de rentrée. A ce moment, le capitalisme sentit que le moment était venu pour faider déferler une attaque bien plus générale et ce furent les arrêtés-lois de mai 1933 qui opérèrent une réduction drastique des allocations des chômeurs qui virent baisser d'un jour à l'autre leurs indemnités de 40 p.c. et, pour certaines catégories, de 60 p.c. En réponse à cet assaut du capitalisme aux conditions de vie des travailleurs, le P.O.B. imagina la manœuvre d'une pétition au roi qui fut remise par un cortège de parlementaires social-démocrates, lesquels furent reçus avec tous les honneurs dus à des serviteurs aussi zélés de la bourgeoisie. La réaction ouvrière ne pouvait que dépendre de l'état de démoralisation dans lequel les masses avaient été plongées après la défaite de Verviers et l'écroulement de la Banque Belge du Travail, où se trouvaient confiées les dernières épargnes des travailleurs. Une polémique éclata entre De Man et Spaak, le premier reprochant — à juste raison d'ailleurs — à l'Action Socialiste de ne pas aller au delà de l'ergotage phraséologique, à quoi Spaak répondait en présentant tous les mérites qui lui revenaient pour les services rendus à la propagande pour le Plan et tout le Plan.

La suite des grèves de 1932 fut représentée par une réaction ouvrière que le Plan De Man, avec le complément de l'Action Socialiste, dirigea vers un redressement de l'Etat capitaliste.

La conséquence de la défaite de Verviers fut une attaque de la droite du P.O.B. — surtout sous la direction des cadres de la Commission Syndicale — contre l'Action Socialiste et au Congrès de décembre 1933, la question de l'expiration de ce journal fut posée, bien qu'il ait rendu de grands services au P. O. B. en y maintenant l'adhésion des couches ouvrières importantes. Ce Congrès s'ouvrait alors que Vandervelde amorçait une manœuvre vers la collaboration ministérielle en abandonnant la position défendue constamment jusqu'alors et qui consistait à refuser toute offre d'entrée dans le ministère avant une nouvelle consultation